

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 10478
Numéro SIREN : 849 942 610
Nom ou dénomination : 71SGP

Ce dépôt a été enregistré le 07/03/2024 sous le numéro de dépôt 35476

71 SGP

Société par actions simplifiée au capital de 200.000 €
71 rue de Seine - 75006 PARIS
849 942 610 R.C.S. Paris

PROCES-VERBAL DE LA DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 26 FEVRIER 2024

Le vingt-six février deux mille vingt-quatre,

- La **SOCIETE DE GESTION DE PARTICIPATIONS**, société par actions simplifiée au capital de 3.676.0000 €, dont le siège social est 71 rue de Seine - 75006 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 326 422 441, représentée par son Président, Monsieur Robert REIPLINGER,

Agissant en qualité d'associé unique de la société 71 SGP, a pris les décisions suivantes relatives à :

- Extension de l'objet ;
- Modification corrélative de l'article 2 des statuts ;
- Pouvoirs pour les formalités.

DROIT DE COMMUNICATION

Toutes les informations, tous les rapports et autres documents légaux ont été transmis à l'associé unique selon les modalités et dans les délais prévus par les statuts.

DECISIONS

PREMIERE DECISION

L'associé unique décide d'étendre l'objet de la société à l'activité suivante, à compter de ce jour :

- Prise à bail ponctuelle de biens immobiliers bénéficiant de services para-hôtelières avec l'objectif de les donner en sous-location.

DEUXIEME DECISION

En conséquence de la décision précédente, l'associé unique décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 2 des statuts :

Ancienne rédaction

Article 2 – OBJET

La Société a pour objet, en France et en tous autres pays :

Principalement



- la détention directe ou par filiale interposée de biens immobiliers destinés à la location vide ou meublée ainsi que la gestion de ces biens.

Accessoirement

- conseiller toutes entreprises dans leur stratégie et leur développement ;

Et plus généralement :

- toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à ses objets ou de nature à favoriser la conservation de son patrimoine.

Nouvelle rédaction

Article 2 – OBJET

La Société a pour objet, en France et en tous autres pays :

Principalement

- la détention directe ou par filiale interposée de biens immobiliers destinés à la location vide ou meublée ainsi que la gestion de ces biens.

Accessoirement

- conseiller toutes entreprises dans leur stratégie et leur développement ;
- prendre à bail des biens immobiliers bénéficiant de services para-hôtelières avec l'objectif de les donner en sous-location ;

Et plus généralement :

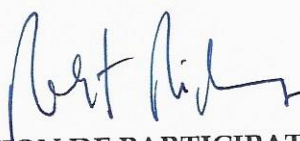
- toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à ses objets ou de nature à favoriser la conservation de son patrimoine.

TROISIEME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir les formalités de publicité prévues par la loi.

DONT PROCES-VERBAL

Fait à Paris, le 26 février 2024



SOCIETE DE GESTION DE PARTICIPATIONS
Représentée par son Président, Monsieur Robert REIPLINGER

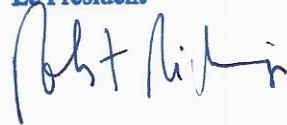
71 SGP

Société par actions simplifiée au capital de 200.000 €

71 rue de Seine - 75006 PARIS
849 942 610 R.C.S. Paris

STATUTS MIS A JOUR LE 26 FEVRIER 2024

Copie certifiée conforme à l'original
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Robert Nijssen', is written over the printed text 'Le Président'.

STATUTS

Article 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée à capital variable, qui sera régie par les lois et règlements en vigueur concernant sa forme et la variabilité de son capital social ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et en tous autres pays :

Principalement

- la détention directe ou par filiale interposée de biens immobiliers destinés à la location vide ou meublée ainsi que la gestion de ces biens.

Accessoirement

- conseiller toutes entreprises dans leur stratégie et leur développement ;
- prendre à bail des biens immobiliers bénéficiant de services para-hôtelières avec l'objectif de les donner en sous-location ;

Et plus généralement :

- toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à ses objets ou de nature à favoriser la conservation de son patrimoine.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La présente Société par actions simplifiée a pour dénomination sociale :

71 SGP

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés au tiers, la dénomination doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », de l'énonciation du montant du capital plancher ainsi que du numéro d'identification SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé 71 rue de Seine - 75006 PARIS.

Le transfert du siège social, la création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux en France interviennent sur simple décision du Président.

Article 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 (QUATRE VINGT DIX NEUF) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée

Article 6 - APPORTS

Il a été apporté à la Société, à sa création, la somme de 200.000 € (DEUX CENT MILLE EUROS).

Ladite somme correspond à 2.000 actions de 100 € chacune de valeur nominale, entièrement souscrites et libérées en numéraire

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à la somme de 200.000 € (DEUX CENT MILLE EUROS), divisé en 2.000 (DEUX MILLE) actions de 100 € (CENT EUROS) chacune de valeur nominale.

ARTICLE 8 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées à la souscription d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception. Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription au nom des associés sur les comptes et registres tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur sur les sociétés commerciales pour les sociétés anonymes.

A la demande de tout associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Toutes les actions ont les mêmes droits financiers et les mêmes droits de vote.

En cas de partage de voix, les voix détenues par le mandataire social sont prépondérantes.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions collectives des associés valablement adoptées et aux présents statuts. Sauf décision contraire du cédant et du cessionnaire, la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et les obligations attachés à l'action (à l'exception, en conséquence, de ceux attachés à la personne de leur détenteur) suivent l'action quel qu'en soit le détenteur.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

ARTICLE 12 - NUE PROPRIETE - USUFRUIT

En cas de démembrement de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires ou unanimes.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire aura le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 13 - COMPTES COURANTS

Avec le consentement du Président, les associés ou toute société apparentée peuvent verser ou laisser en compte courant, dans la caisse de la Société, les sommes nécessaires à celle-ci.

Ces sommes produisent ou non intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que détermine le Président, en accord avec le créancier.

Les intérêts sont portés aux frais généraux et peuvent être révisés chaque année.

L'ouverture d'un compte courant ne constitue pas une convention soumise aux dispositions de l'article 16 des présents statuts.

ARTICLE 14 - TRANSMISSION DES ACTIONS - NANTISSEMENT

1. Cession des actions :

Les actions se transmettent par virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement signé par le cédant ou par son mandataire.

Sur réception de ce document par la Société, le mouvement fait l'objet d'une inscription sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements », rendant la cession opposable aux tiers.

2. Agrément des cessionnaires :

Les cessions d'actions entre associés sont libres.

Toutes les autres cessions, transmissions et opérations similaires ou assimilées doivent être préalablement autorisées si elles ont pour effet de faire rentrer dans le capital des personnes non encore associées.

Les actions non librement cessibles ne peuvent être cédées qu'après autorisation donnée par Décision Collective Extraordinaire des associés ou par un acte sous seing privé signé par tous les associés.

En cas de refus d'agrément les dispositions légales seront applicables.

Toutefois, les associés peuvent librement céder, apporter ou échanger leurs actions à ou avec des personnes morales qu'ils contrôlent majoritairement.

3. Nantissement des actions émises par la Société :

Les nantissemments d'actions consentis au profit d'autres associés sont **libres**.

Tous les autres nantissemments devront être préalablement autorisés par une Décision Collective Extraordinaire ou par un acte unique sous seing privé ou notarié signé par tous les associés.

L'accord donné pour un nantissement vaut agrément du créancier s'il devait devenir **associé**.

Tout nantissement non conforme au présent article est inopposable à la Société.

ARTICLE 15 - LE PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée et dirigée par un Président qui est soit une personne physique, salariée ou non, associée ou non de la Société, soit une personne morale, associée ou non de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, elle est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant. Dans ce cas, son représentant et/ou ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne morale ou physique, est nommé par une **décision ordinaire** des associés pour une durée indéterminée.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit par les associés qui auront à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Sa démission n'est recevable que si elle est adressée aux associés par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Le Président personne morale associée sera démissionnaire d'office au jour de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président est révocable à tout moment **par décision ordinaire** des associés. La décision de révocation du Président doit être motivée.

Si la révocation intervient sans juste motif, le Président ainsi révoqué aura droit à une indemnité à concurrence du préjudice subi (en tenant compte, s'il y a lieu, des dispositions de pactes d'associés).

La rémunération du Président est fixée par une **décision ordinaire** des associés.

En outre, le Président sera remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le Président personne physique ou le représentant de la personne morale Président peuvent être également liés à la Société par un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée.

Le Président représente la Société dans ses rapports avec les tiers à l'égard desquels il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom et pour le compte de la Société dans les limites de l'objet social. Il pourra déléguer sa signature et ses pouvoirs à toute personne de son choix pour des durées limitées et des opérations qu'il devra préciser.

Assistance d'un ou plusieurs directeurs généraux :

Le Président peut être assisté d'un ou plusieurs Directeurs Généraux, personne(s) physique(s) ou morale, salariée ou non, associée ou non, **désignés par le Président.**

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, elle est représentée par son représentant légal. Dans ce cas, son représentant est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était Directeur Général en son propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il dirige.

Le ou les Directeurs généraux sont nommés pour une durée de deux (2) ans, étant précisé que le ou les mandats du ou des Directeurs Généraux expireront de plein droit en cas d'expiration sans renouvellement du mandat du Président le ou les ayant nommés. Sous cette réserve, le ou les mandats du ou des Directeurs Généraux seront renouvelable par tacite reconduction à leur terme pour des périodes successives d'un (1) an, sauf préavis d'au moins six (6) mois notifié par le Président avant l'arrivée d'un terme.

Le non-renouvellement n'a pas à être motivé.

Les fonctions du ou des Directeurs Généraux prennent fin par le décès, la démission, la révocation, l'expiration du mandat concerné et/ou l'expiration du mandat du Président ayant nommé le ou les directeurs généraux.

Le ou les Directeurs Généraux peuvent démissionner de leur mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois.

Leur démission n'est recevable que si elle est adressée à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en mains propres au Président.

Le ou les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par décision du Président.

La décision de révocation du ou des Directeurs Généraux doit être motivée.

Si la révocation intervient sans justes motifs, le Directeur Général concerné ainsi révoqué aura droit à une indemnité à concurrence du préjudice subi.

Le ou les Directeurs Généraux pourront percevoir une rémunération, laquelle est fixée par le **Président**.

En outre, le ou les Directeurs Généraux seront remboursés de leurs frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

Le ou les Directeurs Généraux, personnes physiques, pourront être également liés à la Société par un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée.

Le ou les Directeurs Généraux représentent la Société dans ses rapports avec les tiers à l'égard desquels il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom et pour le compte de la Société dans les limites de l'objet social et sous réserve, dans ses rapports avec les associés, des limitations de pouvoirs ci-après définies.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions réglementées sont celles prévues par la loi (article L.227) et tous autres textes légaux et réglementaires en vigueur.

Les dispositions prévues par la loi et par ces textes devront être appliquées pour de telles conventions.

Elles devront être communiquées à qui de droit au plus tard avant le cinquième mois qui suit la clôture de l'exercice.

La communication pourra être faite par tous moyens et notamment par courrier électronique.

La décision collective d'approbation est une **décision ordinaire** qui pourra résulter d'un courrier électronique adressé à la Société par chaque associé, d'une simple réunion ou d'une conférence téléphonique.

Le Président consignera le résultat sur un Procès-Verbal à transcrire dans les Registres des Procès-Verbaux de la Société.

ARTICLE 17 - DECISIONS DES ASSOCIES

Les associés prennent toutes les décisions qui ne relèvent pas des pouvoirs du Président selon les dispositions de l'article 15 ci-dessus.

La prise de ces décisions est initiée, selon le cas :

- par le Président de la Société ;
- par un ou plusieurs associés possédant ensemble au moins 25 % des voix ;
- par le Commissaire aux Comptes de la Société dans les cas prévus par la loi.

Elle est organisée par le Président ou, à défaut, par celui ou ceux qui l'ont initiée.

Tous les documents légaux, statutaires ou utiles à l'appréciation des associés (notamment les rapports et le texte du projet des résolutions) doivent leur être transmis en même temps que la convocation par celui ou ceux qui organisent la prise de décision, par lettre simple ou recommandée, télécopie, courrier électronique, au moins sept jours à l'avance.

Les décisions collectives ordinaires doivent être adoptées par le vote favorable d'associés détenant plus de 50% des actions émises par la Société et concernent plus particulièrement, sans que cette énumération soit limitative :

- l'approbation des comptes et l'affectation du résultat ;
- la nomination et la rémunération du Président de la Société ou d'un Directeur Général ;
- la nomination d'un Commissaire aux comptes ;
- plus généralement, toutes décisions qui ne modifient pas les statuts et qui ne sont pas extraordinaires.

Les décisions collectives extraordinaires doivent être adoptées par le vote favorable des deux tiers au moins de tous les associés et concernent plus particulièrement, sans que cette énumération soit limitative :

- les modifications statutaires ;
- la variation du capital variable en dehors de la fourchette autorisée ;
- la fixation du prix de souscription des actions nouvelles en cas de variation du capital variable dans la fourchette autorisée.

Des décisions collectives unanimes seront prises dans les cas prévus par la loi ainsi qu'en cas de fusion avec une autre société, de dissolution ou en cas de cession d'actifs immobilisés mettant un terme à l'objet social principal.

Modalité de prise des décisions des associés :

La décision des associés est prise, selon le cas :

- en assemblée à Paris après avoir été convoquée 7 (sept) jours à l'avance par tous moyens probants ;
- suite à une consultation des associés, émanant de celui ou ceux qui l'ont initiée, par courrier ordinaire ou recommandé ou électronique, télécopie, visioconférence ou conférence téléphonique ;
- dans un acte sous seing privé signé par tous les associés.

Le Président de la Société devra établir un procès-verbal constatant la prise de décision des associés et le transcrire dans un registre coté et paraphé conservé au siège de la Société.

Une feuille de présence devra être signée par les associés présents ou leur mandataire dans le cas d'une décision prise en Assemblée.

Un associé peut se faire représenter par tout mandataire de son choix, associé ou non.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les associés désignent, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre.

A titre exceptionnel, le premier exercice sera clos le 31 décembre 2020.

ARTICLE 20 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Les associés doivent statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les neuf mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prorogation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital plancher ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce seuil.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, les associés peuvent prélever toutes sommes qu'ils jugent nécessaires pour les affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les sommes mises en réserve ou reportées à nouveau devront correspondre aux besoins de liquidités de la Société pour faire face à ses obligations, ses impôts et ses emprunts exigibles.

Au-delà de ces besoins, elles seront distribuées aux associés.

Le solde, s'il en existe, est un DIVIDENDE attribué aux associés, conformément à l'article 22 ci-dessous.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital souscrit augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par les associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Le total des pertes peut aussi être effacé en tout ou partie par une réduction de capital approuvée par les associés.

ARTICLE 22 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par les associés.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les associés pourront accepter que cette somme soit inscrite au crédit de leur compte courant, ce qui vaudra paiement.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement et non inscrits au compte courant des associés sont prescrits.

ARTICLE 23 - ACTIF NET INFÉRIEUR A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président devra appliquer les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 24 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La transformation de la Société en société d'une autre forme est possible et sera décidée par les associés en conformité avec les dispositions légales en vigueur et avec les présents statuts.

La transformation en société en nom collectif, en société en commandite simple ou en société civile devra être décidée par l'unanimité des associés.

ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par les associés. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

Les associés peuvent l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « Société en liquidation » ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Si la dissolution de la Société est décidée, il sera fait application des dispositions offertes par les lois en vigueur.

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société, les associés, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents pour le siège social.

ARTICLE 27 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au Président pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi et spécialement pour demander l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales du département du siège social et certifier les copies des procès-verbaux d'assemblées.

STATUTS MIS A JOUR A PARIS, LE 26 FEVRIER 2024